

La Région Midi-Pyrénées présente

SISQA



Salon de la Qualité Alimentaire

www.sisqa.midipyrenees.fr

11•14 décembre 2014

Parc des expositions > Toulouse

Ouverture 10h-19h, vendredi 10h-22h


TOUS
LES JOURS
POUR LES -12 ANS
**ENTRÉE
GRATUITE**
JEUDI 11 ET VENDREDI 12
DÉCEMBRE DE 10H À 19H
POUR LES SENIORS*

 #sisqa14

PRIVILÉGIEZ LES TRANSPORTS EN COMMUN  RENSEIGNEMENTS SUR > www.midipyrenees.fr

MÉTRO LIGNE B > station Palais de Justice • TRAM > ligne T1, station Ile du Ramier • BUS > ligne 1, arrêt Ile du Ramier, lignes 12 et 34, arrêt Stadium Est

Rouge Espoir

L'ÉCOLE RURALE EN GRAND DANGER

Le PCF soutient depuis l'origine l'action du CCSEV, collectif de défense et de sauvegarde de l'école rurale du Lot menacée, à grande échelle (104 classes ramenée à 32) par un plan de restructuration et de regroupement aberrant, consécutif à la réduction des dépenses publiques, même si le rectorat camoufle cette opération sous le doux vocable d' « évolution de l'offre scolaire ».

Le budget de l'éducation nationale, qu'on nous disait épargné par les restrictions budgétaires semble en réalité bâti, si l'on en croit les propositions faites par le Rectorat, sur le déshabillage des postes d'enseignants du Lot (et d'autres départements ruraux voisins) pour habiller le Tarn – et Garonne et la Haute-Garonne, déficitaires et qui en ont bien besoin.

Dans son exposé des motifs, cette instance peine à démontrer par les chiffres que le Lot est trop bien doté. La baisse démographique annoncée qui toucherait d'ailleurs en priorité les villes de Cahors et Figeac, est un leurre car n'y sont pas inscrits la grande majorité des enfants de 2 à 3 ans scolarisables. Une autre statistique laisse songeur. Il a été calculé que le taux d'encadrement départemental est supérieur à la moyenne rectorale. C'est-à-dire qu'un enseignant du Lot en primaire instruit en moyenne 19,08 élèves alors que celui de Midi-Pyrénées instruit lui 19,26 élèves, avantage qui est évidemment insupportable !

Il en est de même pour ce qui est de la science pédagogique. Ce sont les comptables qui expliquent qu'un élève de classe unique n'aura pas le même parcours scolaire que celui des enfants réunis par classe d'âge. Il y aurait moins d'échanges, d'émulation et de stimulation. Faux. Les résultats scolaires des élèves du primaire dans le Lot qui sont, en effet, parmi les meilleurs de la région, voire de l'hexagone viennent contredire ces piètres justifications. Pour une raison simple. Quand on donne plus, en l'occurrence un petit peu plus devrait-on dire, à ceux qui ont moins, on lutte mieux contre les inégalités. Dans ce département, terre de pauvreté, qui s'en plaindrait ? Ce qui n'empêche pas une réflexion de fond sur les savoirs enseignés et leur transmission pour construire l'école de la réussite de tous.

Mais la question des moyens est essentielle. La députée du Lot, Dominique Orliac l'a esquivée maladroitement dimanche dernier en déclarant au collectif départemental qui l'interrogeait sur les crédits budgétaires qu'il s'agissait là de « politique politicienne ». Pourtant, il faut savoir si la France dont elle a voté le budget en 1^{ère} lecture a les moyens d'une politique de progrès pour l'éducation, qui ne sacrifie pas l'avenir de nos enfants et de nos territoires. La réponse est claire : c'est oui.

Comment peut-on accepter que la France soit suffisamment riche pour subventionner les banques à coup de centaines de milliards d'€ et pas pour payer son école ? Il faut rompre avec la règle absurde de l'austérité imposée par l'Union Européenne et les marchés financiers et mettre l'argent au service des besoins sociaux.

Concrètement les parlementaires lotois doivent refuser de signer le protocole qui leur est soumis et exiger du rectorat de le mettre en débat dans la population comme le demande le collectif CCSEV. On verra alors que les lotois(e)s éduqués pour beaucoup dans des petites structures scolaires de la République savent lire et réfléchir.

Gérard Iragnes

Sommaire : P1 : L'école rurale en grand danger – P2 : Déclaration de Y. Le Quentrec
P3 : Le mythe de la caverne - P4 : Salon de la Qualité Alimentaire



Déclaration de Yannick Le Quentrec devant le conseil municipal de Cahors le 18 novembre, lors du vote unanime d'une motion commune de défense de la gare de Cahors et du POLT :

« ...Dans un contexte de montée en puissance dans l'opinion publique des nécessités de préserver l'environnement, de maîtriser les dépenses et les ressources d'énergie, d'économiser l'espace, le transport ferroviaire, voyageurs et fret, est un atout incontestable.

Son développement se situe résolument dans l'optique du Grenelle de l'environnement. Il est d'intérêt général puisqu'en permettant un transfert du mode de déplacement de l'automobile au train, il diminue la contribution des transports à l'émission de polluants ayant des effets sanitaires directs et participe à la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

Cette orientation s'avère d'ailleurs plébiscitée par la population : à titre indicatif et à partir du seul exemple du TER, on observe une hausse régulière de trafic puisque sur la période 2002 -2008, on est passé de 5 millions de voyageurs à plus de 10 millions. Le besoin est donc là et il augmente.

Aujourd'hui, nous, élu-es de Cahors à gauche et de Cahors l'humain d'abord nous voulons interpeller l'opérateur ferroviaire SNCF à plusieurs titres :

D'abord pour lui rappeler ses obligations de service public de qualité ce qui implique d'assurer l'égalité d'accès au transport ferroviaire pour tous les habitant-es de midi pyrénées et du département du Lot en particulier.

Les infrastructures ferroviaires doivent en effet contribuer à ce que les habitants et les activités des départements ruraux comme le nôtre n'aillent pas se concentrer sur la métropole toulousaine mais que chacune et chacun puisse continuer, s'il le souhaite, soit de vivre et de travailler sur son territoire, soit de vivre à Cahors et de travailler ou étudier dans la métropole, soit de vivre dans la métropole et de travailler ou étudier à Cahors. Il en va de même pour les transports de marchandises.

Nous voulons aussi demander à l'opérateur SNCF de respecter ses engagements, notamment la convention 2008-2017 qu'il a signée avec la région Midi Pyrénées

et qui prévoit, pour lutter contre la déshumanisation des gares, de maintenir voire de renforcer la présence du personnel aux guichets pour mieux répondre aux besoins des voyageurs.

La SNCF a, de plus, des obligations de concertation avec les voyageurs et les acteurs non ferroviaires, dont les élu-es, en ce qui concerne les décisions de dessertes et de services ferroviaires. Il est anormal qu'elle s'en affranchisse.

Nous voulons d'autre part rappeler à l'Etat que le transport ferroviaire, voyageurs et fret, est une mission d'intérêt national et que pour les régions, les limites sont atteintes en matière de financement des TER. Les régions n'ont ni la vocation, ni les moyens de se substituer à l'Etat et à l'opérateur SNCF.



En fin nous ne perdons pas de vue qu'avec les suppressions de trains, les fermetures de perceptions, d'écoles, de tribunaux, de maternités... les services publics, outils majeurs d'aménagement équilibré des territoires sont gravement menacés par les politiques d'austérité.

Face à cela, l'histoire de notre département nous enseigne que les mobilisations citoyennes sont déterminantes. Ce sont elles qui ont permis que les trains s'arrêtent encore à Gourdon Souillac Degagnac. Les mobilisations citoyennes contribuent sans nul doute à poser les bases d'un renouveau de nos territoires et d'une vision de la société centrée sur le développement humain. C'est pourquoi il faut sans cesse se remettre à l'ouvrage.

l'occurrence, une déclaration précisant les intentions du grand patronat.

« Messieurs, notre métier est de prêter et de vendre et nous trouverons toujours bien des imbéciles pour produire » !

Cette parole appartient à un certain CORBIAU, PDG voici quelques décennies de la Société Générale de Belgique, une holding contrôlant pratiquement la moitié de l'économie du pays d'outre Quiévrain et « avalée » par une OPA en 1987 par le groupe SUEZ.

Le Mythe de la caverne

Réfugiés au fond d'une caverne, séparés de son entrée par un mur sur lequel sont posés des objets, des hommes n'en conçoivent les formes que par les ombres projetées par la lumière de l'entrée. En résulte une vision tronquée de la réalité.

Le discours politico-économique actuel relève de ce mythe. Le patronat, une majorité d'élus et de médias nous présentent des ombres en lieu et place des réalités. Il s'impose donc de les éclairer fortement, faute de revivre les obscurantismes passés. Par chance, un rayon solaire peut parfois parvenir, par hasard, aux emmurés. En

Elle est adressée, en interne, aux membres du conseil d'administration du trust. Elle éclaire en fait toute la stratégie du capitalisme moderne. Cette déclaration situe l'évolution sociale de la bourgeoisie, à savoir la classe dominante les moyens de production. A l'origine des révolutions industrielles des 18 et 19 me siècles, la bourgeoisie participe activement de la création économique. Elle porte les technologiques et leurs transpositions et s'affronte à une autre classe se bornant, séculairement, à se faire entretenir pour l'essentiel par le paysannat, la noblesse.

Chacun a en tête des noms des inventeurs devenus « chevaliers d'industries », de l'aviation naissante, de l'automobile, des forges, de la chimie, de l'énergie et des télécommunications. Les noms d'Edison, de Solvay, de Citroën, de Pasteur, de Cockerill et de bien d'autres jalonnent la montée en puissance d'une transformation radicale de l'activité humaine tout au long des deux derniers siècles en Occident. Ce développement économique, on le sait, s'accompagne de nouvelles formes d'exploitations de la force de travail que la nouvelle classe sociale dominante justifie par ses compétences créatives. On a donc droit au discours classique : le patron est un opérateur industriel ou de services. Il investit, prend des risques, crée des emplois et de la croissance grâce à ses compétences et ses capitaux propres. Après le crash de '29, Il attend de l'Etat qu'il l'aide dans ses démarches « profitant » à la nation.

Le tournant

La réalité actuelle n'a plus rien à voir avec cette image d'Epinal très poussiéreuse mais toujours cultivée par les médias et l'essentiel de la classe politique. La grande bourgeoisie n'est plus la force créative vu la complexité découlant des avancées scientifiques et techniques qui nécessitent une immense masse de compétences. Elle n'engage plus son propre patrimoine mais collecte et gère l'épargne populaire. Son champ d'action dépasse largement les limites de l'Etat nation. C'est elle qui définit la manière de satisfaire les besoins, d'en susciter d'artificiels voire d'exclure de cette « satisfaction » des couches sociales non « rentables ». On en revient donc à la phrase de notre PDG. La grande bourgeoisie collecte et prête l'argent des autres en contrôlant la « banque-assurance » et tout le secteur du crédit. Elle opère dans toutes les structures nécessaires à « l'effort pour vendre ». A savoir la grande distribution, la publicité dont les médias, la logistique mondialisée assurant les transferts matériels et immatériels. **Reste aux imbéciles à produire et à inventer ! Sachant qu'ils sont placés entre le marteau du crédit et l'enclume des réseaux de la vente.** Ceci se traduit par divers phénomènes connus. Les délocalisations de la production et l'émergence des pays ateliers. La mise en concurrence des peuples mais aussi la multiplication des sous-statuts salariaux au sein même de la nation. Le développement des PME- PMI-TPI auxquelles il appartient de « produire et de trouver » dans le cadre de la sous-traitance ; les start-up avalées par les monopoles dès lors que leurs innovations dégagent des profits. L'asservissement des finances publiques pour alimenter les marchés par un transfert des dépenses sociales et culturelles vers celles d'armements,

d'infrastructures lourdes commerciales et des cadeaux sociaux et fiscaux au nom d'une création d'emploi que l'on attend en vain. Tout ceci conduit à la désindustrialisation de la France et à la non industrialisation du Lot. Hors la RFA, l'industrie européenne régresse. Le secteur des services est inconsistant s'il n'y a pas des activités industrielles et agro-alimentaires. Bref, on débat pour reconstruire un tissu productif.

Les contradictions

Dans sa course au profit à court terme, la grande bourgeoisie invente la société postindustrielle. Foin d'industries en France. On produira ailleurs, on vendra ici les biens matériels venus du reste du monde. Et, en échange, on leur vendra des idées. Raté! Les pays « ateliers » s'émancipent et combrent leur retard technologique. Qui plus est, les services ne sont rien sans la production de proximité. Le débat sur le climat est sans appel. Il faut réduire le gaspillage énergétique et les émissions de gaz à effets de serre induites. Hollande inaugure le plus grand porte-conteneurs du monde et des infrastructures portuaires à la hauteur, payées par les fonds publics. Question : des milliers de conteneurs, c'est combien d'emplois industriels en moins en France et des biens matériels de qualités médiocres, irréparables que le consommateur payera à peine moins cher ! Nait cette appétence à produire local, à vivre au pays en y travaillant. Ce serait possible si les banques accordaient des crédits aux PME, aux particuliers. Nous reviendront sur la financiarisation, sur les jeux spéculatifs des banques avec l'épargne du peuple plutôt que de soutenir le développement réel.

Pour une internationale des « imbéciles »

J'en reviens à la citation de départ. Les « imbéciles » produisent. La grande bourgeoisie prête avec l'argent des autres et vend n'importe quoi venant de n'importe où ! Ceci pose une double question.

La première : la bourgeoisie a cessé de « mériter » son rôle historique de classe sociale responsable d'une croissance des développements humains. Les créateurs appartiennent au salariat, à une masse de PME qui n'ont pas encore pris conscience qu'ils appartiennent au monde des exploités. Il s'indique donc, pour des marxistes, d'unir des forces potentielles capables de repenser autre chose et autrement.

La seconde : dès lors qu'une classe sociale s'avère incapable d'avancées humaines, on la remplace. Au prolétariat moderne, très élargi, largement inconscient encore de son statut, d'en prendre acte et d'unir ses fortes compétences créatives dans la perspective d'une profonde transformation sociale.

L'idée de réindustrialiser la France et d'industrialiser le LOT passe par cette voie. Celle de se préparer à gérer autrement. Avec des objectifs nouveaux, des compétences nouvelles. Ceci n'est pas la 6 me république mais la nouvelle démocratie.

Pierre Beauvois